

Cas pratique sur un sujet de droit civil ou de procédure civile (3^{ème} concours)

Note : 14/20

Enoncé du cas pratique :

Lors d'une passionnante conférence sur L'influence de la pensée pré-socratique sur le droit de la responsabilité du Guatemala, organisée le 20 juin 2005 par l'université où ils sont tous les deux étudiants, Louis Ripert rencontre Georgette Josserand. C'est le coup de foudre immédiat et réciproque et les deux amoureux décident de se marier au plus vite, ce qu'ils font le 30 septembre 2005, sans contrat de mariage.

Le bonheur leur sourit dans un premier temps puisque Louis Ripert est peu après embauché au contentieux de la banque CLL et que le couple met au monde une petite Hélène, née le 23 août 2006, et un petit Hector, né le 24 octobre 2007. Georgette Josserand renonce alors à chercher un travail pour se consacrer à sa progéniture. Le couple s'installe dans une villa que Louis Ripert a héritée de sa tante, située à Montpellier.

Mais leur vie de couple bascule lorsqu'en juin 2008 Louis Ripert rencontre une jeune stagiaire de la banque avec laquelle il entretient immédiatement une liaison. Louis Ripert lui transfère chaque mois une part importante de son salaire. Il décide également de lui céder la maison de Montpellier, avec toutefois une réserve d'usufruit au profit de Georgette.

Georgette Josserand, lassée du comportement de son mari, qui refuse désormais de lui adresser la parole, décide de demander le divorce.

Elle vient vous demander conseil et souhaiterait notamment savoir :

- *si elle peut revenir sur les actes passés par son mari au profit de sa maîtresse (4 points)*
- *quel type de divorce serait le plus adapté à sa situation et quel tribunal saisir (6 points)*
- *n'ayant pas de ressources financières, elle se demande comment elle va pouvoir subvenir à ses besoins et comment ses enfants Hélène et Hector, sur lesquels elle souhaite continuer à exercer l'autorité parentale avec Louis, vont subvenir aux leurs (5 points) ;*
- *elle doit faire face à la demande d'une galerie de peinture de Sète, dans laquelle Louis Ripert a acheté en 2007 un tableau du célèbre peintre Bombas « Coucher de soleil sur la Méditerranée » pour 50 000 euros. La galerie lui réclame les 30 000 euros restant à payer (5 points).*

I – Georgette Josserand nous demande dans un premier temps de la conseiller concernant la possibilité de revenir sur les actes passés par son mari au profit de sa maîtresse.

1 – Concernant le transfert chaque mois par Louis d'une part importante de son salaire au profit de sa maîtresse.

Le couple étant marié c'est le régime prévu par la loi en matière de mariage qui régit la situation des époux. En vertu de l'article 223 du Code civil « chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage ».

Ici, Louis, transfère une part importante de son salaire. De deux choses l'une ; soit Louis, après s'être acquitté des charges du mariage, procède à des dons à sa maîtresse. Dans cette hypothèse, Georgette ne pourrait annuler les actes. Soit Louis ne s'acquitte pas des charges du mariage, alors Georgette en vertu de l'article 223 du Code civil pourrait agir pour demander l'annulation des actes. De plus selon l'article 220-1 du code civil, « si l'un des époux manque gravement à ses devoirs et met en péril les intérêts de la famille, le juge aux affaires familiales peut prescrire toutes les mesures urgentes que requièrent les intérêts ».

Ici, tout dépend, de la somme restant à vivre laissée par Louis à Georgette.

2 – Concernant la cession de la maison de Montpellier, avec réserve d'usufruit au profit de Georgette.

En vertu de l'article 215 du code civil « les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille ».

Même s'il s'agit d'un bien propre, Louis ne peut porter atteinte au logement familial, sans l'accord de son épouse.

Or, en l'espèce, la cession est assortie d'une réserve d'usufruit, permettant à Georgette d'en jouir. Selon un jugement du TGI de Paris en date du 16 décembre 1970, dès lors que la vente consentie par le mari réserve à l'épouse la jouissance du logement sa vie durant, il n'est pas porté atteinte à l'article 215.

Donc, si l'usufruit n'est pas limité dans le temps, l'acte serait valable.

II – Etudions le type de divorce le plus adapté à la situation de Georgette

Il est dit que Louis a une maîtresse et que ce dernier refuse désormais d'adresser la parole à Georgette.

A première vue ses éléments permettent d'incliner que Louis ne respecte pas les obligations du mariage définies à l'article 212 du Code civil et qui disposent que les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours et assistance.

Dès lors, Georgette, sur le fondement de l'article 242 du code civil peut demander un divorce pour faute.

En effet selon l'article 242 « le divorce peut être demandé par l'un des époux lorsque des faits constitutifs d'une violation grave ou renouveler des devoirs et obligations du mariage sont imputables à son conjoint et rendent intolérable le maintien de la vie commune. »

Si l'adultère n'est plus une cause péremptoire de divorce, il reste constitutif d'une violation grave pouvant rendre intolérable le maintien du mariage. Il revient à Georgette d'apporter la preuve des faits susvisés.

Georgette pourrait demander le divorce sur le fondement de l'article 223 du Code civil dit sur demande acceptée. En effet selon le dit article « le divorce peut être demandé lorsque les époux acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de celle-ci. » Le mérite de ce type de divorce, est de rendre le divorce moins contentieux eu égard aux enfants.

En revanche le divorce par consentement mutuel paraît difficile puisqu'il exige l'accord des parties tant sur le principe de divorcer que sur les conséquences. Or Louis et Georgette ne se parlent plus.

En vertu de l'article L 213-3 du COJ, la requête en divorce doit être portée devant le tribunal de grande instance, compétence exclusive. Par ailleurs en vertu de l'article 1070 du code de procédure civile, le lieu du tribunal de grande instance compétent territorialement est le lieu où se trouve la résidence de la famille. Ici, le TGI compétent sera le TGI de Montpellier. Par ailleurs, elle devra obligatoirement être représentée par un avocat.

III – Concernant son questionnement relatif à l'entretien des enfants et à ses besoins.

1 – Concernant les enfants :

Les enfants sont nés pendant le mariage, tout laisse à penser que l'acte de naissance indique le nom du père et de la mère. Dès lors en vertu de l'article 372 du code civil, Georgette et Louis ont l'autorité parentale conjointe.

De plus en vertu de l'article 371-2 du Code civil « chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent ainsi que des besoins de l'enfant. »

En l'espèce, Georgette serait en droit de demander au nom des enfants une pension alimentaire. A défaut d'accord amiable saisine du juge aux affaires familiales.

Ici, la séparation des parents est sans incidence sur les règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale, conformément à l'article 373-2 du Code civil.

Par ailleurs, le juge en vertu de l'article 373-2 alinéa 3 , « ajoute en conséquence, le montant de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. » Pour cela, il est tenu compte des possibilités de chaque parent. En l'espèce, Georgette n'ayant pas de revenu, exerçant conjointement l'autorité parentale, se verra allouer pour les enfants une pension alimentaire par le père.

2 – Concernant les besoins de Georgette

Tant que le divorce n'est pas prononcé, les obligations du mariage de secours et de contribution aux charges du ménage s'appliquent. Georgette, à défaut de contribution du mari, aura la possibilité de saisir le JAF afin que son mari lui alloue une somme au titre de la contribution aux charges du ménage.

Après le prononcé du divorce, en vertu de l'article 270 « si le divorce met fin au devoir de secours entre époux, l'un des époux peut être tenu de verser à l'autre une prestation destinée à compenser, autant qu'il est possible, la disparité que la rupture du mariage crée dans les conditions de vie respective ».

Dès lors Georgette pourrait solliciter une prestation compensatoire. Toutefois, le montant est fixé selon les besoins de l'épouse à qui elle est versée et les ressources de l'autre en tenant compte de la situation au moment du divorce et de l'évolution de celle-ci dans un avenir prévisible conformément à l'article 272.

En l'espèce il sera tenu compte de la durée du mariage. Ici, très court, de l'âge et de la santé et des qualifications et situation professionnelle. Au vu des éléments de fait, la

prestation compensatoire en principe fixée en capital sera par nature relativement faible eu égard à la durée du mariage, à l'âge de Georgette et à sa qualification professionnelle.

Par ailleurs, elle pourrait solliciter en vertu de l'article 266 en cas de divorce pour faute, sans préjudice de l'article 270 sur la prestation compensatoire, des dommages et intérêts. Pour cela Georgette devra démontrer que la dissolution du mariage aux torts exclusifs de son mari a entraîné des conséquences d'une particulière gravité.

IV – Concernant la réclamation de la galerie

L'article 220 du Code civil dispose que « chacun des époux a le pouvoir pour passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants : toute dette ainsi contractée par l'un oblige l'autre solidairement. »

Or, en l'espèce la dette contractée revêt-elle la qualité d'une dette ménagère qui obligerait Georgette ? Ici, Louis a acheté à une galerie de peinture un tableau pour 50 000 euros dont il reste 30 000 euros à payer.

Comme le prévoit l'alinéa 2 de l'article 220 du code civil « la solidarité n'a pas lieu pour des dépenses manifestement excessives eu égard au train de vie du ménage, de l'utilité ou de l'inutilité de l'opération. »

Sans connaître le train de vie du ménage, Louis, embauché au contentieux de la banque CLL, a acheté pour 50 000 euros. En égard à son revenu de salarié, la dépense est manifestement excessive. Par ailleurs, l'utilité pour l'entretien ou l'éducation des enfants est nulle.

Dès lors, Georgette peut être rassurée, elle n'est pas tenue solidairement de la dette de son mari.

La dépense n'est pas une dette du ménage et par ailleurs la somme payée pour le tableau est manifestement excessive eu égard à leur train de vie.